

COMMUNE D'USSY SUR MARNE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
ARRONDISSEMENT DE MEAUX
CANTON DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE

L'an deux mille dix-huit le vendredi vingt-six janvier à vingt heures quinze, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Pierre HORDÉ, Maire.

Nombre de membres
en exercice : **15**

Date de convocation : 16 Janvier 2018
Date d'affichage : 16 Janvier 2018

Présents : 11
Pouvoirs : 2

Présents : Mesdames FERREIRA Dominique, GOSSET Florence, LEHMANN Annie, LUCAS Sylvie, PETROVIC Dragana et, Messieurs BOUDOT Dominique, DE ARAUJO Manuel, HORDÉ Pierre, LAGRANGE Hervé, OUDARD Bernard, TISSOT Francis.

Absent excusé représenté :

Madame Laurence DELVA donne pouvoir à Monsieur Pierre HORDÉ.
Monsieur Luc ARNAUD donne pouvoir à Monsieur Manuel DE ARAUJO.

Absents excusés : Madame FICHOU Valérie

Absent non excusé : Monsieur Jérémy BECKERICH

Secrétaire de Séance : Monsieur LAGRANGE Hervé

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Approbation de la modification des statuts de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie,**
- 2/ Désignation des représentants appelés à siéger au sein de la CLECT,**
- 3/ CDG – Convention unique 2018,**
- 4/ Opération 3000 Lampes – SDESM,**
- 5/ Demande de subvention DETR 2018,**
- 6/ Questions et informations diverses,**

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le compte rendu du conseil du 1 Décembre 2018 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

1/ Approbation de la modification des statuts de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie,

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n° 91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1^{er} janvier 2018

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie n°2018-021 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération

Vu les statuts annexés à l'arrêté préfectoral et notamment l'article 5-2 comme suit :

« 5.2. Compétences optionnelles

- **5.2.1 Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie**
- *Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*
- **5.2.2 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire**
- **5.2.3 Action sociale d'intérêt communautaire**
- **5.2.4 Eau »**

Considérant la nécessité de finaliser les études de gouvernance et les diagnostics de l'exercice de la compétence EAU sur l'ensemble des territoires,

Considérant la possibilité de modifier les statuts pour basculer la compétence Eau en compétence facultative,

Monsieur Le Maire,

Propose de modifier les statuts à l'article 5.2 en supprimant la compétence EAU et en rajoutant aux compétences facultatives un article 5.3.16 EAU,

Sur l'ancien territoire de la CCPF (Basseville, Bussièrès, Chamigny, Changis-sur-Marne, Citry, La Ferté-sous-Jouarre, Jouarre, Luzancy, Méry-sur-Marne, Nanteuil-sur-Marne, Pierre-Levée, Reuil-en-Brie, Saâcy-sur-Marne, Sainte-Aulde, Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Sammeron, Sept-Sorts, Signy-Signets et Ussy-sur-Marne) : exercice de la compétence EAU

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **D'approuver la modification des statuts annexés,**

2/ Désignation des représentants appelés à siéger au sein de la CLECT,

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n° 91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Vu l'article 1609 nonièr C du Code général des impôts ;

Vu la délibération du 11 janvier 2018 de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie portant création et composition de la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges CLECT ;

Considérant que le nombre de représentant par commune a été fixé à 1 titulaire et 1 suppléant.

Considérant qu'en vertu de l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales, chaque conseil municipal doit procéder à la désignation de ses membres pour siéger au sein de la CLECT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **De désigner** pour siéger au sein de la CLECT : **Monsieur Pierre HORDÉ – titulaire**
Monsieur Hervé LAGRANGE - suppléant

3/ CDG – Convention unique 2018,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 22, 23-I, 24 alinéa 2 et 25 ;

Vu la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne du XXXX2017 approuvant les termes de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de Seine-et-Marne.

Considérant l'exposé des motifs ci-après :

La loi du 26 janvier 1984 prévoit le contenu des missions optionnelles que les Centres de gestion de la Fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département.

Que ces missions sont détaillées aux articles 23-I, 24 alinéa 2 et 25 de la loi précitée : que leur périmètre couvre les activités de gestion des archives communales, de conseils et formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction publique territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes, d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL.

Que l'accès libre et révocable de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable valant approbation.

Que le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne en propose l'approbation libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention unique ».

Que ce document juridique n'a de portée qu'en tant que préalable à l'accès à une, plusieurs ou toutes les prestations optionnelles proposées en annexes.

Que la collectivité cocontractante n'est tenue par ses obligations et les sommes dues, qu'avec la due production d'un bon de commande ou bulletin d'inscription, aux prestations de son libre choix, figurant en annexes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **D'approuver** la convention unique pour l'année 2018 relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne.
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

4/ Opération 3000 Lampes – SDESM,

Vu l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Considérant que la commune d'Ussy-sur-Marne est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **D'approuver** le programme de travaux et les modalités financières

• **De déléguer** la maîtrise d'ouvrage au SDESM concernant les travaux sur le réseau d'éclairage public, rues diverses – remplacement de luminaires (24 points).

• **De demander** au SDESM de lancer les études et les travaux concernant le remplacement de luminaires (24 points) sur le réseau d'éclairage public de diverses rues de la Commune.

Le montant des travaux est évalué d'après l'**Avant-Projet Sommaire** à **24784.00€**

• **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux

- **D'autoriser** le Maire à signer la convention financière et toutes pièces s'y référant relatifs à la réalisation des travaux.
- **D'autoriser** le SDESM à récupérer les certificats d'économie d'énergie auprès de son obligé ou à présenter les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME et autres organismes.
- **D'autoriser** le SDESM à évacuer et à mettre en décharge spécialisée les points lumineux déposés afin d'effectuer le traitement et le recyclage des déchets.

5/ Demande de subvention DETR 2018,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide** les travaux d'aménagement du cimetière.

- **approuve** le projet d'investissement pour un montant H.T. : 46 529.60 €

T.T.C : 55 835.52 €

- **sollicite** l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2018 pour un montant de 37 223.68 €

- **arrête** les modalités de financement dont détail ci-après :

- Coût des travaux TTC : 55 835.52 €
- Subvention Etat DETR 2018 : 37 223.68 €
- Reste à la charge de la commune : 18 611.84 €

Financement :

- Fonds propres : 18611.84 €

- **s'engage** à ne pas commencer les travaux avant la notification de l'attribution de la subvention.

- **autorise** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce projet.

6/ Questions et informations diverses,

- Enquête Publique sur l'extension du Méthaniseur : Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur concernant la demande d'autorisation présentée par la société O'Terre Energie. Un avis favorable assorti de réserves à été émis. Ce rapport est consultable en Mairie.
- Compteur Linky : Monsieur le Maire informe que la campagne de changement de compteur va se dérouler prochainement dans notre commune.
- Terrain rue des Hôpitaux : Monsieur le Maire informe le Conseil de l'abandon du projet d'achat de terrain qui avait été prévu pour assurer des commodités de passage (riverains et services de collectes) ainsi que pour faciliter l'accès des services de secours en cas de nécessité. Abandon consécutif aux refus d'une majorité de riverains qui ne souhaitent pas céder leur voie privée nécessaire à la conclusion de ce projet.

- Projet épicerie : Les travaux vont débuter mi-mars.
- PNR : Monsieur Tissot informe les membres du Conseil de l'état d'avancement de l'élaboration de la Chartre du Parc Naturel Régional.

La séance est levée à 21h45.

**Fait et délibéré les jours, mois et an sus dit, ont signé au registre les membres présents.
Publié dans la Commune le 8 Février 2018
Acte rendu exécutoire après réception en sous-préfecture de Meaux
Le 1^{er} Février 2018**

Le Maire,

Pierre HORDÉ

NOM	SIGNATURE	BON POUR POUVOIR
M. HORDÉ Pierre		
M. LAGRANGE Hervé		
M. TISSOT Francis		
M. DE ARAUJO Manuel		
Mme LUCAS Sylvie		
M. BOUDOT Dominique		
Mme LEHMANN Annie		
M. BECKERICH Jérémy		
M. ARNAUD Luc	A donner pouvoir à De Araujo M.	
Mme FICHOV Valérie		
Mme DELVA Laurence	A donner pouvoir à Hordé P.	
M. OUDARD Bernard		
Mme GOSSET Florence		
Mme FERREIRA-CAMPOS Dominique		
Mme PETROVIC Dragana		